Fortunes familiales chinoises et family offices

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pourquoi les familles chinoises viennent

Le mouvement des fortunes chinoises vers Singapour a plusieurs causes. La richesse privée chinoise a crû rapidement après les réformes des années 1980 et 1990, ce qui a conduit ses détenteurs à chercher des juridictions où se diversifier. Hong Kong était le premier choix naturel, en raison de sa proximité, de sa langue et de sa bourse. À partir de 2019 environ, les manifestations à Hong Kong, la loi sur la sécurité nationale de 2020, les restrictions liées à la pandémie et les campagnes réglementaires contre les entreprises technologiques et éducatives en Chine ont conduit de nombreuses familles à regarder plus loin. Singapour offrait une société majoritairement chinoise où le mandarin est largement parlé, la stabilité politique, la common law, un secteur de la banque privée sophistiqué et des incitations fiscales pour les family offices.

Un exemple bien connu est celui de Zhang Yong, fondateur de la chaîne de restaurants de fondue chinoise Haidilao. Installé à Singapour avec sa famille en 2018, il est ensuite devenu citoyen par naturalisation. Forbes estimait sa fortune à 15,8 milliards de dollars US en juillet 2021.[1] D'autres entrepreneurs ont suivi, souvent de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

manière plus discrète, par la résidence permanente, le Global Investor Programme ou simplement la création d'un family office assortie d'un Employment Pass pour le fondateur et le personnel d'investissement.

Le single family office comme véhicule

Le véhicule privilégié a été le single family office doté d'un fonds éligible aux incitations fiscales des sections 13O et 13U de l'Income Tax Act. Le chapitre III de la partie E décrit ces régimes en détail. Le nombre de single family offices bénéficiant de ces incitations est passé d'environ 400 fin 2020 à plus de 2 000 fin 2024.[2] La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) ne publie pas de ventilation par nationalité. En octobre 2024, le président de la MAS a déclaré au Parlement que de nombreux family offices bénéficiant d'incitations venaient de marchés émergents et que leur part était restée relativement stable.[3] Les observateurs du secteur identifient constamment les familles de Chine continentale comme l'un des groupes les plus importants.

Les structures utilisées par les familles chinoises présentent souvent certains traits communs. Le family office est une private company singapourienne, détenue au moyen d'un trust ou d'une structure de holding qui peut se trouver à Singapour, dans les îles Vierges britanniques ou aux îles Caïmans. Le véhicule de fonds peut être une Variable Capital Company (VCC), dont le chapitre IV de la partie E examine les caractéristiques. Les investissements sont répartis entre actions internationales, capital-investissement et immobilier. De nombreuses familles conservent d'importantes participations dans des sociétés chinoises cotées à Hong Kong ou à New York, ce qui concentre leur risque sur l'économie dont elles cherchent précisément à se diversifier.

Trusts et succession

Les familles chinoises recourent aussi aux trusts singapouriens pour organiser leur succession. Un trust permet au fondateur de séparer la propriété du contrôle, de pourvoir aux besoins de plusieurs générations et de détenir des actions de sociétés opérationnelles par l'intermédiaire d'un trustee neutre. Pour les familles dont la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

fortune trouve son origine en Chine, le choix d'un trustee singapourien reflète aussi la réputation des tribunaux de Singapour et l'expérience de ses sociétés fiduciaires (trust companies) avec la clientèle asiatique.

Les structures de trust font face à un nouveau risque venant de l'administration fiscale chinoise elle-même. Depuis 2024, les autorités chinoises ont renforcé le recouvrement de l'impôt sur le revenu dû sur les revenus offshore des résidents fortunés, notamment les rendements d'investissement, les dividendes et les options sur actions, imposables jusqu'à 20 pour cent. En 2025, la campagne a été étendue aux contribuables ordinaires. La même année, les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ont progressé de 11,5 pour cent pour atteindre le record de 1,62 billion de renminbis. En 2026, les autorités se sont tournées vers les trusts offshore détenant des actions de sociétés cotées à Hong Kong. Un nouvel impôt sur les trusts offshore est entré en vigueur en octobre 2026.[4] Le contenu précis des nouvelles règles était encore en cours d'analyse par les conseillers au moment de la rédaction.

Ce changement a suscité des questions au Parlement singapourien. Dans une réponse écrite du 8 septembre 2026 sur l'incidence de l'imposition chinoise des trusts offshore sur le secteur singapourien de la gestion de fortune, le président de la MAS a expliqué que la Norme commune de déclaration (CRS) s'applique aux informations sur les comptes financiers et non à l'immobilier.[5] Pour les résidents fiscaux chinois, la conséquence pratique est claire. Les avoirs détenus au moyen d'un compte bancaire ou d'un trust singapourien sont déclarés à l'administration fiscale chinoise en application de la CRS, que Singapour applique dans ses échanges depuis septembre 2018, comme le décrit le chapitre II de la partie E.[6] Une structure fiscalement neutre à Singapour peut donc être imposable en Chine.

Immobilier et opinion publique

Les fortunes chinoises se sont aussi dirigées vers l'immobilier singapourien. Le gouvernement a réagi en relevant les droits de timbre pour les acheteurs étrangers, jusqu'à un droit de timbre additionnel (Additional Buyer's Stamp Duty, ABSD) de 60 pour cent pour les étrangers achetant tout bien résidentiel à compter du 27 avril

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2023.[7] Les acheteurs chinois devenus résidents permanents ou citoyens ont été moins touchés par la mesure. La sensibilité politique de la migration des fortunes et ses effets sur le logement sont examinés au chapitre V de la présente partie.

Notes

1. Wikipedia, « Zhang Yong (restaurateur) » (consulté en novembre 2026) : fondateur de Haidilao ; en 2018, lui et sa famille ont « emigrated to Singapore », puis il est devenu citoyen par naturalisation ; estimation Forbes de 15,8 milliards de dollars US en juillet 2021 ; les sources divergent sur son rang parmi les plus grandes fortunes de Singapour. ↩
2. Monetary Authority of Singapore, « Written reply to Parliamentary Question on licensing of SFOs under the SFA », 5 février 2025, réponse de Gan Kim Yong, vice-Premier ministre, ministre du Commerce et de l'Industrie et président de la MAS (mas.gov.sg) : « 400 as at end 2020 », « over 2,000 as at end 2024 ». ↩
3. Monetary Authority of Singapore, « Written reply to Parliamentary Question on single family offices from emerging markets », 16 octobre 2024, réponse de Gan Kim Yong (mas.gov.sg) : de nombreux SFO bénéficiant d'incitations fiscales viennent de marchés émergents, et « their proportion among all SFOs awarded tax incentives has been relatively stable over the last few years » ; pas de ventilation par pays. ↩
4. Wikipedia, « Taxation in China » (consulté en novembre 2026) : efforts de recouvrement de l'impôt sur les revenus offshore des résidents fortunés depuis 2024, étendus aux citoyens ordinaires en 2025, couvrant les rendements d'investissement, les dividendes et les options sur actions des salariés, les plus-values d'investissement étant imposées jusqu'à 20 pour cent ; recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en hausse de 11,5 pour cent, au record de 1,62 billion de ¥ en 2025 ; en 2026, efforts étendus à l'imposition des trusts offshore détenant des actions de certaines sociétés cotées à Hong Kong ; « In October 2026, China made effective a new tax on

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

offshore trusts. » L'article s'appuie sur Bloomberg News (5 juin 2025, 31 mars 2026 et 29 mai 2026) et *The Economist* (12 octobre 2026). ↩

5. Monetary Authority of Singapore, « Written reply to Parliamentary Questions on impact of China's offshore trust taxation on Singapore's wealth management sector », séance parlementaire du 8 septembre 2026, réponse de Gan Kim Yong. ↩
6. IRAS, « CRS Overview and Latest Developments » (iras.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « Singapore has been exchanging financial account information with partner jurisdictions under the CRS since September 2018. » ↩
7. IRAS, « Additional Buyer's Stamp Duty (ABSD) » (iras.gov.sg, consulté en novembre 2026) : taux de 60 pour cent pour les étrangers achetant tout bien résidentiel à compter du 27 avril 2023, contre 30 pour cent du 16 décembre 2021 au 26 avril 2023. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.